

La Déclaration de Dar es Salaam contient une stratégie proactive pour la sécurité alimentaire dans la région

Les états membres de la SADC ont initié une stratégie proactive pour le développement agricole afin d'aborder la question de la sécurité alimentaire sur une base durable et régionale, plutôt que de compter sur une assistance alimentaire externe.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement, lors d'un sommet extraordinaire en Tanzanie à la mi-mai, se sont engagés à promouvoir l'agriculture en tant que pilier dans les stratégies et programmes nationaux et régionaux de développement de façon à parvenir à des objectifs à court, moyen et long terme.

Suite à des mois de préparations et d'une semaine de réunions des officiels et ministres, les dirigeants ont adopté et signé la Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans la région de la SADC, réaffirmant leur engagement à accélérer le développement agricole, sur lequel la majorité de la population régionale dépend pour la nourriture, les revenus et l'emploi. (Voir pages 8-9)

Le ton était fixé dans le discours d'ouverture du président de la SADC, Président Benjamin Mkapa de la Tanzanie, dont le mandat régional cette année passée a été remarquable par son insistance sur les résultats et les objectifs à durée déterminée.

Exhortant ses collègues à assurer que la région puisse s'auto-sustenter sur une base durable, Mkapa a déclaré sans ménagement, "à moins que nous, les dirigeants de la SADC, ressentions de la honte d'avoir à mendier pour de la nourriture – la recevant parfois moyennant toutes sortes de conditions – nous ne pouvons maintenir l'honneur de nos nations. Travaillons ensemble pour susciter l'honneur, non pas la honte à l'Afrique Australe indépendante.

Il a rappelé au Sommet, "Nous sommes ici pour nous entraider à renforcer la volonté politique de mettre la question de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au coeur de nos priorités nationales et régionales."

Les problèmes sont déjà connus dit-il, "les solutions sont depuis des années des

sujets de discussions." Mkapa a demandé un Plan d'Action avec des activités "spécifiques, qui possèdent des objectifs mesurables et une structure temporelle", avec des responsabilités précises aux niveaux nationaux et régionaux.

Les états membres ont convenus de garantir la disponibilité de contributions agricoles clés, d'assister les fermiers vulnérables, et de vigoureusement s'embarquer dans des programmes de gestion de l'eau, y compris le contrôle des inondations et la mise en oeuvre du Protocole Révisé sur les Cours d'Eau Communs.

Ils ont entrepris d'accélérer l'usage des technologies d'irrigation telles que les pompes à pédale et motorisées, la canalisation, les technologies d'économie

de l'eau, ainsi que de mobiliser des ressources pour le traitement agricole et l'augmentation de l'usage des plans d'épargne et de crédit, et les banques rurales mobiles.

Les dirigeants de la SADC ont également convenus de considérer l'établissement d'un fond régional pour le développement agricole, et une facilité de réserve alimentaire pour la région.

La déclaration de Dar es Salaam identifie certaines zones prioritaires sur lesquelles la SADC se concentrera pendant les deux prochaines années, ainsi que des activités à moyen et long terme. La stratégie multi sectorielle contient une série convenue d'objectifs à court terme (2004-2006) y

suite page 6

La région de la SADC partage la victoire de l'Afrique du Sud pour 2010



La réponse des voisins de l'Afrique du Sud a été extrêmement positive en ce qui concerne les bénéfices directs pour la région par l'appel d'offre réussi d'accueillir la Coupe Mondiale de Football, le plus grand événement à discipline sportive unique au monde en 2010.

L'engagement du Président Thabo Mbeki d'en faire une Coupe Mondiale de l'Afrique a été reçu avec enthousiasme, puisqu'il élèvera le profile de la région et du continent en tant que destination d'investissement stable et parvenue à maturité, et ajoute de la dignité à la perception des populations et nations africaines.

Les dirigeants de l'Afrique Australe réunis à Dar es Salaam, le 15 mai, le jour même de l'annonce à Zurich des résultats de l'appel d'offre, ont chaleureusement félicité le Gouvernement sud africain, en la personne du Vice-Président, Jacob Zuma présent au sommet de la SADC.

Le président de la SADC, Président Benjamin Mkapa de la Tanzanie déclare qu'il est enchanté de la nomination de cette offre, la décrivant "comme un grand accomplissement pour nous dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe."

Un porte-parole pour Alpha Oumar Konare, qui préside la commission de l'Union Africaine, a déclaré "l'Afrique entière a beaucoup d'avantages à "tirer d'un événement qui "aidera également à changer l'image de l'Afrique de celle de conflits à celle d'activités pacifiques tels que les sports."

La région de la SADC prévoit de bénéficier directement ainsi qu'indirectement à travers le renforcement

suite page 4

SADC TODAY

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

Vol. 7 No.2 juin 2004

SADC TODAY est édité six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou de SARDC. Les articles de ce bulletin peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC TODAY.

©SADC, SARDC, 2004

Comité de Rédaction

Virginia Muwanigwa, Chipu Muvezwa, Chengetai Madziwa, Chenai Mufanawejingo, Phyllis Johnson, Bonifacio Antonio, Clever Mafuta, Pamela Mhlanga, Rudo Meda

Conseillers de Rédaction

Esther Kanaimba,
 Chef des Relations Publiques de la SADC
 Petronilla Ndebele,
 Responsable de l'Information à la SADC

Rédacteur

Munetsi Madakufamba

Concept & Mise en page/ DTP

Tonely Ngwenya

Emission (origine)/ Impression

DS Print Media, Afrique du Sud

SADC Today est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration par le biais de la dissémination d'informations. Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC ainsi qu'en dehors de la région, sous forme d'articles, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible.

Les correspondances doivent être adressées à:

SADC TODAY

Southern African Research and Documentation Centre (SARDC)
 15 Downie Avenue, Belgravia,
 P.O. Box 5690, Harare, Zimbabwe

Tel: 263.4.791141

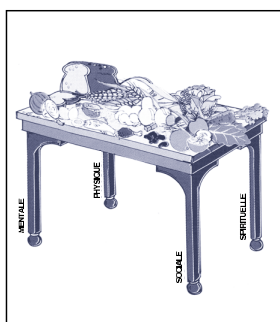
Fax: 263.4.791271

Email: sadctoday@sardc.net

Site Web: <http://www.sardc.net>



Sécurité Alimentaire 9



VIH et SIDA 11



Annuaire GEO 12



Renforcement Communautaire 13

- Critique Politique: PRIDS, NEPAD et ODMs 3
- Les élections sud-africaines augmentent la marge du parti au pouvoir 4
- Intégration régionale: élément clé dans les négociations commerciales 5
- Nécessité de mécanismes institutionnels plus fermes sur la parité des sexes 7
- Déclarations de Dar es Salaam sur la sécurité alimentaire 8
- La division digitale freine la lutte contre la pauvreté 10
- Actualités Régionales: Bulletins d'informations 14
- Critique littéraire & publications récentes 15
- Calendrier de la SADC, Jours fériés & Liste de contrôle des devises 16

Abonnez vous aujourd'hui!

SADC Today est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$60 en dehors du continent africain, US\$35 pour le reste de l'Afrique et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique.

SADC Today est également disponible en anglais, portugais et en version électronique française.

Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter l'éditeur

Le PRIDS: un conduit par lequel la SADC peut parvenir au NEPAD, aux objectifs ODMs

Lors de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000, la réunion des dirigeants mondiaux souligne, à travers les Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODMs), le défi multi-dimensionnel de la pauvreté et a convenu d'une série d'objectifs de développement à durée déterminée.

Au niveau continental, l'Union Africaine a englobé les ODMs dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), un programme économique considérant l'Afrique comme joueur global clé.

S'alignant sur les initiatives globales et continentales, la SADC a répondu avec le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), qui est un schéma directeur d'une durée de 15 ans dont la mise en oeuvre est exécutée en trois phases annuelles. Approuvé par les dirigeants de la SADC lors du Sommet d'août 2003 à Dar es Salaam, la gageure réside dans l'acceptation du schéma directeur au niveau national.

La structure institutionnelle est telle que le Comité Intégré des Ministres de la SADC fournit la direction politique et supervise la mise en oeuvre générale, tandis que le Secrétariat a la responsabilité primaire de coordonner les affaires opérationnelles. Etant donné que les difficultés de développement à aborder se trouvent au sein des états membres, la responsabilité d'opérationnaliser le PRIDS ne peut être retirée des gouvernements nationaux.

La Déclaration de Windhoek et le Traité de 1992 renforce le schéma directeur, en faisant appel à tous les "pays et peuples de l'Afrique Australe pour développer la vision d'un futur partagé, un futur au sein d'une communauté régionale."

Le document du PRIDS note que la vision partagée de la SADC est ancrée sur les valeurs et les principes communs et les affinités historiques et culturelles qui existent entre les peuples de l'Afrique Australe."

La coopération et l'intégration régionales dans la SADC datent de la moitié des années 70, l'époque des Etats de la Ligne de Fronts (Frontline States), dont l'objectif principal était de coordonner les efforts, les ressources et les stratégies des mouvements nationaux de libération pendant leur lutte contre le colonialisme et l'apartheid.

Avec l'Afrique du Sud de l'apartheid déstabilisant de plus en plus les nations à gouvernement majoritaire, politiquement et

économiquement, en 1979 à Arusha, une conférence régionale ministérielle a convenu d'une stratégie pour la formation de la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC).

SADCC a été officiellement lancé en avril 1980 à Lusaka lors d'un sommet des neuf états de l'époque à gouvernement majoritaire (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe).

Opérant en tant qu'organisation de coopération fonctionnelle souple, dont le but principal était de réduire l'indépendance économique sur l'Afrique du Sud de l'apartheid, la SADCC a élaboré un programme d'action qui couvre les zones clés du Transport et des Communications, l'Alimentation et l'Agriculture, l'Industrie, le Développement de la Main d'Oeuvre et de l'Energie.

A travers une structure décentralisée destinée à renforcer l'appropriation, le programme d'action était mis en place par les secteurs de coordination des états membres. Ces secteurs ont eut plus d'adhésion, et de nouveaux défis se sont présentés.

Simultanément, au début des années 90, d'importants développements prenaient place au niveaux global et continental. En particulier, l'acquisition de l'indépendance par la Namibie en 1990, signalant la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, symbolisée surtout par la mise en liberté de Nelson Mandela durant la même année – menant ainsi aux premières élections multi-raciales de 1994.

Il y avait également une plus forte poussée globale vers des groupes d'intégration régionale tandis que les nations cherchaient à bénéficier d'économies d'importance présentées par des marchés plus vastes. En 1991, l'Organisation de l'Union Africaine a signé un Traité d'Abuja établissant la Communauté Economique Africaine. En faisant fond sur la vision du Plan d'Action de Lagos de 1980, des communautés économiques régionales telles que la SADC et la Communauté Economique des Etats Africains de l'Ouest, composantes de la communauté continentale ont émergé du Traité d'Abuja.

Ainsi le Sommet de 1992 à Windhoek, où fut signé le Traité transformant la SADCC, la "conférence de coordination" en SADC, la "communauté", était entre autre une réponse aux défis régionaux et aux tendances internationales. Par le

Traité, la SADC redéfinit la base de coopération, en changeant d'une association peu rigoureuse à une organisation à contrat légal.

Au cours des années, l'adhésion à la SADC a augmenté au chiffre courant de 14 pays, avec la Namibie, adhérent en 1990, l'Afrique du Sud en 1994, l'Ile Maurice en 1995 et la République Démocratique du Congo (RDC) puis les Seychelles en 1997. En 2000, les secteurs avaient augmenté à 21, soutenus par plus de 20 protocoles de secteur, chartes et déclarations.

Avec ces développements, certaines contraintes ont émergé allant d'un manque de réformes institutionnelles pour s'aligner à la transformation de la SADCC à SADC, l'absence de synergie entre les objectifs du Traité de Windhoek d'une part et le programme d'action existant et la structure institutionnelle d'autre part, au manque de mécanisme pour la traduction d'engagements politiques en action concrète.

En réponse en mars 2001 à Windhoek, un Sommet Extra Ordinaire a approuvé la restructuration de la SADC, qui a depuis vue le regroupement des 21 secteurs précédemment coordonnés par les états membres en quatre conseils d'administration qui sont maintenant gérés centralement par le Secrétariat à Gaborone.

Le même sommet a chargé le Secrétariat de formuler le PRIDS pour fournir une direction et une structure pour les programmes et politiques, à long terme. Le document final a été officiellement lancé par Président Benjamin Mkapa, Président de la SADC, en mars 2004 à Arusha, Tanzanie durant le Conseil des Ministres.

Dans son prologue au document PRIDS, Président Mkapa remarque les difficultés auxquelles la région est confrontée, en disant: "Réduction de la pauvreté dans toutes ses dimensions - y compris la malnutrition, les niveaux élevés de décès infantile et du nourrisson, l'analphabétisme, les eaux sales et la mauvaise hygiène publique – doit recevoir la priorité qu'elle mérite. La pandémie du VIH et SIDA, et autres maladies contagieuses minent nos efforts de développement ...Paix, sécurité et démocratie doivent être respectées et promues..."

Avec la SADC ayant adhéré aux programmes globaux et continentaux de développement, tels qu'exposés dans les structures de NEPAD et ODMs, il incombe maintenant aux états membres d'englober le PRIDS et de l'harmoniser aux plans nationaux de développement. □

Les élections sud-africaines augmentent la marge du parti au pouvoir

Le Congrès National Africain de l'Afrique du Sud (ANC) occupe désormais plus des deux-tiers des sièges au parlement après s'être assuré 69,7 pour-cents des votes dans les troisièmes élections démocratiques du pays tenues en avril.

Au niveau national, les partis politiques au parlement ont diminué de 17 à 12. L'ANC a accru son pouvoir de 65 à 69,7

pour-cents suivi de l'Alliance Démocratique (AD) avec 12,4 pour-cents. Inkatha Freedom Party (IGP) vient en troisième position avec 6,97 pour-cents.

Les élections ont été menées sans services de supervision des groupes d'observateurs internationaux tels que la Commission Européenne. Au lieu de cela, des équipes locales et régionales ont supervisé les élections avec les agents

supérieurs de l'équipe d'observateurs de la SADC dans les neuf provinces. Ces contrôleurs d'élections ont rapporté que l'atmosphère était paisible durant les élections. Président Thabo Mbeki, pour son second et dernier mandat, a nommé un groupe essentiel de ministres pour aborder les préoccupations sur la pauvreté, le

suite page 6

La région de la SADC partage la victoire de l'Afrique du Sud pour 2010

suite de la page 1

potentiel de l'économie de l'Afrique du Sud et ses records prouvés pour partager les bénéfices à travers un investissement accru des nations voisines et ailleurs sur le continent.

Une firme d'experts comptables a estimé que les jeux pourraient générer un revenu direct de 21,4 milliards de Rands pour l'Afrique du Sud, et que des millions suivraient dans des investissements à long terme et des bénéfices provenant du tourisme.

Les organismes nationaux de sports et tourisme de la région ont prêté une vague des liens sportifs et des bénéfices économiques à long termes, alors que la firme d'experts comptables s'inquiète que les flots financiers généraux pourraient être négatifs pour la région si de trop nombreux partisans se trouvent au sud pour les jeux!

Le Président de la Zambie, Levy Mwanawasa a annoncé des projets de construction de trois stades modernes en prévision de la Coupe du Monde 2010, déclarant que son pays pourrait également tirer profit de l'évènement. "Il est très probable que certaines équipes envisagent de camper [s'entraîner] en Zambie."

Les organisations nationales des sports reconnaissent le potentiel pour les contacts sportifs ainsi que le flot de revenu. Rafiq Khan, président de l'Association de Football du Zimbabwe, qui est en lice pour la coupe des Nations de l'Afrique pour 2010, déclare, " Nous allons profiter des préparations de l'Afrique du Sud pour la Coupe du Monde."

Khan prédit que, "De nombreuses équipes viendront camper de ce côté, peut-être pour une durée d'un mois avant de se rendre en Afrique du Sud et cela améliorera nos standards de façon significative."

L'Association d'Accueil et de Tourisme du Botswana a prévu des bénéfices économiques supplémentaires dans le tourisme, l'industrie hôtelière et autres fournisseurs de services y compris les opérateurs de transport et de visites

touristiques, prévoyant que les visiteurs étrangers seront attirés par ses sanctuaires naturels de renommée mondiale tels que le Delta d'Okavango.

Le président de l'Association de Football du Botswana, David Fani, a souligné le défi pour les footballeurs du Botswana de profiter des opportunités offertes par la compétition de la Coupe du Monde pour améliorer et développer le sport local.

En Namibie, le secrétaire permanent du Commerce et de l'Industrie, Andrew Ndishishi, prévoit des bénéfices économiques dans le tourisme, le transport et les prestations de service, en raison de la proximité de la Namibie vers l'Afrique du Sud. "Nous vendrons nos services sous forme de forfait."

Tulimeyo Kaapanda de la Chambre de Commerce de la Namibie a exhorté les entreprises à bien se préparer à l'avance, ajoutant qu'en réalité six années passent très vite."

Maria Mutola du Mozambique connue sous le nom de "Maputo Express" pour ses prouesses sur la piste d'athlétisme, commente que c'est un "vote réel de confiance dans la croissance de l'Afrique du Sud durant ses dix dernières années de démocratie."

La directrice générale du Tourisme Sud-Africain, Cheryl Carolus, a renforcé ce point, en disant que de remporter l'offre de 2010 signifie que les perceptions négatives antérieures pourraient être inversées et que le tourisme pourrait être l'un des nombreux secteurs gagnants.

"Cette reconnaissance aura un impact énorme sur la perception que les visiteurs potentiels auront de l'Afrique du Sud en tant que destination de catégorie mondiale et notre réputation grandissante de leader important du tourisme," explique Carolus.

Suppassé uniquement par les évènements multiples des Jeux Olympiques prévus cette année à Athènes, La Coupe du Monde de

football est l'évènement sportif suivant le plus prestigieux et lucratif au monde.

Le président de l'Association Internationale de Football (Fifa), Sepp Blatter, exprimait son engagement à faciliter que la Coupe du Monde ait lieu en Afrique pour 2010. Puis c'était à l'Afrique du Sud de se battre pour l'enchère contre quatre pays d'Afrique du Nord: le Maroc, l'Egypte, la Lybie et la Tunisie. Blatter a exprimé sa satisfaction sur la qualité des présentations venant d'Afrique, les décrivant comme étant "intelligentes et élégantes".

La présentation technique de l'Afrique du Sud était sérieuse, la plupart de ses stades étant déjà en cours d'usage, et l'offre jouissait du soutien complet d'un gouvernement enthousiaste, ainsi que des entreprises, des responsables des sports et des communautés, y compris de l'ancien président Nelson Mandela. L'équipe sud-africaine pour l'offre d'appel comprenait des vedettes du football telles que Kalisha Bwalya de la Zambie, Abedo Pele, George Weah et Roger Milla de l'Afrique de l'Ouest.

À Zurich, Président Mbeki a fait une présentation fiable et passionnée du soutien de son gouvernement pour cette offre, et de retour au pays durant les célébrations suivant l'annonce, son message principal était que l'Afrique du Sud fera de son mieux pour assurer la participation des autres nations africaines, y compris celles qui ont perdu l'enchère.

Il a exhorté tous les africains, sans oublier ceux de la diaspora, à jouer un rôle actif pour en faire un évènement réellement africain. Son deuxième message était que le travail devrait commencer dès maintenant pour en garantir le succès dans six ans.

L'évènement donnera également un regain d'énergie à un certain nombre de développements infrastructurels de haut profil, y compris la voie ferroviaire de transit rapide entre Prétoria et Johannesburg, et la statue de la liberté à Port Elizabeth. □

Intégration régionale: élément clé dans les négociations de commerce multilatéral

par Chengetai Madziwa

Bien que l'objectif général des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre les nations Africaines, Caraïbéennes et du Pacifique (ACP) et l'Union Européenne (UE) soit de favoriser l'intégration sans heurts et progressive des états de l'ACP dans l'économie globale, pour la SADC, l'accord devrait voir le renforcement continu de l'intégration régionale.

L'un des principes majeurs de la SADC dans son approche des négociations de l'APE est que ce dernier doit soutenir les initiatives d'intégration régionale de la SADC et non pas les boycotter.

Les APEs auront donc besoin d'être basés sur les objectifs d'intégration de la SADC dans le domaine du commerce, en accord avec le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS) d'une durée fixée à 15 ans, qui vise à établir une Zone de Libre Echange (ZLE) d'ici 2008 et un Syndicat des Douanes d'ici 2010.

Durant le lancement du PRIDS en mars, le président de la SADC, président Benjamin Mkapa a déclaré, " Tout en progressant vers l'opérationnalisation de la Zone de Libre Echange de la SADC prévue pour 2008, nous devrions déjà intensifier le commerce intra-SADC."

La SADC est déjà à mi-voie du processus de mise en oeuvre de son Protocole Commercial et vise à augmenter le commerce intra-régional à des niveaux supérieurs au 22 pour-cents en cours. Le commerce intra-SADC est supposé s'élever à 35 pour-cent d'ici 2005.

L'APE/ SADC aurait besoin d'être consistant avec le Protocole Commercial, tel qu'amendé en août 2000, pour faciliter l'intégration du commerce intra-régional. Les stratégies spécifiques adoptées jusqu'à présent pour parvenir à cet objectif sont:

- ♦ l'élimination progressive des tarifs;
- ♦ l'adoption de règlements communs sur l'origine;
- ♦ l'harmonisation des règlements douaniers et des procédures;
- ♦ la réalisation de standards, qualité, accréditation et métrologie internationalement acceptables;
- ♦ l'harmonisation de mesures sanitaires et phyto-sanitaires;
- ♦ l'élimination des barrières non-tarifaires; et
- ♦ le développement et l'intégration du commerce dans les services.

Lorsque les états membres ont commencé à mettre en place le protocole en septembre 2000, plus de 47 pour-cents des produits vendus dans la SADC étaient tarifés à zéro. "Il est prévu que d'ici 2008 plus de 85 pour-cents des produits seront tarifés à zéro, introduisant ainsi une zone de libre échange dans la région," explique Fudzai Pamacheche, Directeur de la SADC pour le Commerce, l'Industrie, les Finances et le Conseil d'Administration sur l'Investissement.

Le protocole commercial est considéré comme l'instrument légal le plus important dans la quête de la région pour l'intégration économique et la SADC s'attend à ce que tout accord APE renforce ses efforts, surtout par la promotion de l'harmonisation de politiques commerciales dans la région.

L'emphase de la SADC sur la conformité au protocole commercial signifie que l'objectif hors d'atteinte ne devrait pas être fondé sur l'APE mais plutôt sur les programmes d'intégration régionale propre à la SADC avec l'APE jouant uniquement un rôle complémentaire.

L'Accord de Cotonou sous lequel l'APE est négocié a pour but de produire des zones de libre échange orientées sur le développement, qui dans le cas de la SADC devrait prendre en compte les objectifs communs de développement durable, éradication de la pauvreté et intégration des états membres dans l'économie mondiale.

Etant donné l'impact négatif de la globalisation, il est impératif que les accords commerciaux multilatéraux dans lesquels s'engage la SADC renforce plutôt qu'affaiblisse le progrès déjà accompli vers l'intégration régionale.

"Sur le plan global, on peut remarquer l'expansion régulière du commerce intra-régional en tant que pourcentage du commerce total" explique Pamacheche.

"L'une des approches des négociations de l'APE entre les pays de l'ACP et de l'UE, est que les négociations régionales devraient se concentrer sur ces régions, tout comme la SADC qui a mis en place des processus et mécanismes fonctionnels pour l'intégration régionale.

L'approche était motivée par des considérations pratiques sur la meilleure efficacité pour mener des négociations complexes de commerce et d'assistance avec des groupes de nations étroitement liées plutôt qu'avec la totalité des 77 états de l'ACP.

Cette approche est soutenue par une intention officiellement déclarée de l'UE de soutenir le processus de coopération et d'intégration régionales entrepris entre les divers regroupements des nations de l'ACP.

Les négociations de l'APE sont désormais dans leur seconde phase, amorcée en octobre 2003 et doivent être finalisées d'ici le 31 décembre 2007. La première phase qui était à un niveau totalement ACP/ EU, a été lancée en septembre 2002. □

COORDINATEUR	OBJET DE NEGOCIATION
Angola Botswana Lesotho	Agriculture et pêcheries (aspects ressource) Standards, questions d'hygiène publique et phyto-sanitaires Base de données, règlements d'origines, clauses légales et accords institutionnels
Mozambique	Accès au marché non agricole et aux pêcheries (aspects industriels)
Namibie Swaziland Tanzanie	Facilitation du Commerce et développement de la coopération Problèmes liés au Commerce, erreurs et réorientations Commerce dans les services et les problèmes de Singapour

Les objectifs de la SADC pour négocier un APE

La SADC/ APE est fondée sur les objectifs suivants:

- ♦ Contribuer à l'éradication de la pauvreté;
- ♦ Une intégration sans problème et progressive dans les marchés globaux;
- ♦ Approfondir le processus d'intégration régionale dans la région de la SADC;
- ♦ Préserver et améliorer l'accès au marché pour les exports de la SADC vers l'UE;
- ♦ Augmenter la productivité et la compétitivité des producteurs de la SADC; et
- ♦ Renforcer la capacité pour une expansion renforcée et un développement durable dans la région de la SADC

La Déclaration de Dar es Salaam contient une stratégie proactive pour la sécurité alimentaire dans la région

suite de la page 1

compris des clauses sur les contributions agricoles clés; le développement et traitement agro-industriel; le contrôle des récoltes et de la vermine et des maladies du cheptel; les récoltes, la production du bétail et des pêcheries; la gestion de l'eau et l'irrigation.

Les objectifs à court terme s'étendent sur une durée de deux ans, et une évaluation des progrès sera entreprise à la fin de chaque période de deux ans à partir de la date de signature. Le Comité Intégré des Ministres de la SADC a été chargé d'initier la mise en oeuvre et le contrôle du Plan d'Action.

Dans les engagements de moyen à long terme (2004-2010), les dirigeants de la SADC ont convenu d'aborder la question de l'usage durable et de la gestion des ressources naturelles; la préparation aux catastrophes; la recherche, le développement et la dissémination de la technologie; le financement et l'investissement agricole; le développement de la formation et des ressources humaines; la parité des sexes; la santé publique et la mitigation du VIH et SIDA et d'autres maladies chroniques.

Ils ont également résolu d'instituer des mécanismes de soutien visant à renforcer la participation du secteur privé dans l'agriculture et le développement rural, et d'entreprendre une série de mesures pour accroître l'accès au marché.

En identifiant leurs buts, les dirigeants de la SADC ont réexaminé les leçons

passées ainsi que l'état critique de pauvreté dans leur pays individuels et la région, sur la base d'une analyse étudiant la raison pour laquelle l'agriculture est mal – financée et sous développée, et pourquoi les fermiers ruraux restent les plus pauvres de leurs nations.

Une note concept préparée avant le Sommet critiquait les efforts à ce jour: "Tandis que les pays développés prennent de l'avance en exploitant l'application de la technologie moderne pour accroître la productivité dans leurs secteurs agricoles, en [Afrique Australe] ... l'agriculture demeure mal-financée, sous développée et les fermiers restent pauvres."

L'agriculture est un secteur d'emploi majeur dans la région de la SADC, contribuant 35 pour cent du Produit Intérieur Brut de la région (PIB) et 13 pour-cent de la totalité des revenus d'exportation.

Le communiqué final a remarqué le potentiel pour l'expansion: " Etant donné l'énorme masse foncière disponible dans la SADC propice à la production de cultures vivrières et l'élevage de bétails, la productivité demeure à un niveau très bas."

L'accès inégal à la terre et à l'eau, la désertification, la mécanisation limitée, le peu ou l'absence de crédit et les communications médiocres ont tous contribué à la pauvreté continue des fermiers ruraux.

Le sommet exhorte tous les gouvernements de la SADC à progressivement augmenter le financement de l'agriculture en allouant au moins 10 pour cents des budgets nationaux dans les cinq

ans, en accord avec leur engagement d'il y a un an dans la structure de la Déclaration de l'Union Africaine à Maputo sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

Le Sommet a également exprimé son appréciation au Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud pour une donation de 100 millions de Rands à utiliser pour les apports agricoles, l'assistance alimentaire et pour un système de contrôle de vulnérabilité.

Le Sommet a remarqué la prévalence de la disparité des sexes dans l'accès à la propriété foncière, le crédit et les apports agricoles, et a convenu de favoriser l'intégration des sexes en promulguant des lois non-discriminatoires sur la finance, les crédits et la terre. Les états membres ont été exhortés à promouvoir les technologies sensibles à la parité des sexes, particulièrement pour l'agro-transformation.

Les dirigeants régionaux ont également insisté sur le besoin d'intégrer dans les politiques et programmes sur l'agriculture et les ressources naturelles, leurs efforts de lutte contre le VIH et SIDA et autres maladies chroniques.

D'autres priorités couvrent le développement d'infrastructure rurale y compris l'électrification, l'eau et l'hygiène publique; la technologie d'information et communication; l'accélération des initiatives de réformes de politique foncière; l'éradication de la vermine et des maladies de récoltes et bétail; la garantie de l'usage durable et la gestion des ressources naturelles; l'augmentation de la production de récolte, et des ressources en bétail et pêcheries; de le renforcement l'accès au marché; et engager la participation du secteur privé.

Mkapa a souligné la nécessité d'encourager la formation dans les méthodes durables, l'usage des technologies traditionnelles pour la transformation agricole et l'emmagasinage d'aliment, et le focus sur la sécurité alimentaire au niveau familial et communautaire. Il a révélé que les nations de la SADC ont besoin d'apprendre de chacune d'entre elles et des meilleures pratiques régionales - "meilleures non pas en termes de théorie, mais en terme d'aspect pratique, résultats et impact."

Il a cité la source d'inspiration qu'est son prédécesseur, Mwalimu Julius Nyerere, comme disant en période d'opposition apparemment insurmontable telle que celle à laquelle la région était confrontée lorsque l'apartheid sévissait encore en Afrique du Sud: "C'est faisable, jouez votre rôle". □

Les élections sud-africaines augmentent la marge du parti au pouvoir

suite de la page 4

chômage, le VIH et SIDA entre autres problèmes soulevés pendant la campagne électorale. Le besoin d'équilibrer la représentation selon l'éventail ethnique, sexes et politique a également été adressé.

Le président s'est prononcé sur l'engagement de la nation à garantir au moins 30 pour-cents de représentation féminine dans le domaine politique et de prise de décision, tel qu'exposé dans la Déclaration de 1997 de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement.

D'un total de 28 ministres au cabinet, le nouveau cabinet compte désormais 12 femmes par rapport à huit dans le

gouvernement précédent. Le nombre de femmes ministres adjoints s'est élevé à 10 d'un total de 21 par rapport aux statistiques précédentes de huit pour un total de 16. Président Mbeki a également nommé quatre femmes parmi huit nouveaux premiers.

Les portefeuilles assignés aux 12 comprennent: l'agriculture et les affaires foncières, les communications, l'éducation, les affaires étrangères, la santé, les affaires intérieures, le logement, la justice, les travaux publics, les minéraux et l'énergie, les services publiques et l'administration, et les eaux et forêts. □

Nécessité de mécanismes institutionnels plus fermes pour la parité des sexes

par Barbara Lopi

La SADC a été défié de renforcer les mécanismes institutionnels pour l'avancement des femmes en fournissant les ressources financières et humaines adéquates.

Le défi a été lancé par les délégués lors de la Réunion Sous-régionale de l'Afrique Australe pour la révision de la Décennie de Mise en oeuvre de la Plate-forme de Beijing pour Action (PFBA) tenue à Lusaka, Zambie, du 26 au 28 avril 2004. Le 29 avril, une réunion des Ministres pour la Problématique des Sexes ou les Affaires Féminines a sanctionné les résultats de la révision de la décennie.

Après la révision des 12 domaines critiques préoccupants décrits dans la PFBA en tant qu'obstacles à l'avancement des femmes et à la parité des sexes, l'assemblée a convenu que les machineries sur la parité des sexes dans la SADC sont financièrement, techniquement et politiquement faibles.

L'assemblée a cité l'incapacité de parvenir à la mise en oeuvre de politique, au manque de responsabilité, et contrôle et évaluation en tant que défi vers un mécanisme institutionnel renforcé pour la parité des sexes.

Dans ses résolutions, l'assemblée a remarqué que tandis que la région de la SADC a obtenu de bons résultats dans la mise en place de la PFBA, les questions importantes à la parité des sexes et à l'habilitation des femmes demeurent inchangées.

Le bureau de l'Afrique Australe de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) en collaboration avec la SADC a organisé la

réunion comme faisant partie d'une évaluation mondiale d'ici 2005, année anniversaire de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, tenue à Beijing Chine en 1995.

Les participants comprennent les représentants des machineries nationales pour la problématique des sexes et des experts dans les ministères de finance, planification, industrie, les affaires et le commerce, les affaires étrangères, la santé, l'agriculture des pays comme l'Angola, le Botswana, la République Démocratique du Congo, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

D'autres participants comprenaient des représentants d'organisations intergouvernementales dans la région de l'Afrique Australe et des ONG travaillant sur la problématique des sexes et l'habilitation des femmes.

L'assemblée a résolu que les mécanismes institutionnels établis sous formes de ministères, conseils d'administration, divisions, sections et unités pour coordonner la mise en oeuvre des questions de problématique des sexes doivent avoir des objectifs et des interventions stratégiques plus précises basées sur des résultats.

Les machineries institutionnelles sur la problématique des sexes aux niveaux national et régional de la SADC manquent de personnel, sont mal financées et la plupart n'ont pas de position stratégique au sein des structures gouvernementales. Ceci rend la coordination, le contrôle et l'évaluation des progrès difficiles dans l'intégration de la problématique des sexes dans d'autres ministères aux activités connexes.

L'assemblée a remarqué que seuls quelques experts dans les machineries nationales sur la problématique des sexes possèdent les compétences requises pour la problématique des sexes et la sensibilisation sur les instruments de parité des sexes pour mettre en place des politiques et assister à l'intégration de la problématique des sexes.

En termes de mécanismes sous-régionaux, l'assemblée note que l'unité de la SADC sur la parité des sexes est actuellement en manque de personnel avec des ressources financières limitées.

Reconnaissant les difficultés pour assurer l'affermissement des politiques nationales et régionales existantes sur la parité des sexes, l'assemblée a demandé l'alignement de telles politiques à la Déclaration de la SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement pour garantir le renforcement et la provision d'allocations budgétaires adéquates.

L'assemblée a de plus recommandé la rédaction d'un rapport annuel sur les accomplissements concernant la problématique des sexes par toutes les machineries nationales travaillant dans ce domaine. Les gouvernements devraient également établir des repères pour le contrôle de la mise en oeuvre des structures nationales, régionales et globales sur la problématique des sexes.

Le 25 avril, une session de travail pour les ONGs de la SADC sur la problématique des sexes et l'habilitation des femmes réunie pour affirmer la contribution des ONGs, a présenté un communiqué qui parmi d'autres, a recommandé que les gouvernements "rétablissent les mécanismes institutionnels pour le progrès de l'égalité des sexes dans des locaux bien équipés et pourvus de personnel placés au niveau des ministères complets ou au bureau du président d'ici 2006."

Les ONGs de la SADC oeuvrant sur la problématique des sexes, recommandent en plus qu'un pourcentage fixe d'allocations budgétaires nationales protégées et garanties par un acte de parlement soit fourni aux mécanismes institutionnels. Ils ont ajouté qu'à cet égard les progrès devraient être évalués lors de la réunion annuelle de la SADC pour les chefs d'états.

Le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC), Femmes dans le Développement de la Sensibilisation en Afrique Australe (FDSAA) ont convenu d'une session de travail en collaboration avec le Conseil de Coordination des Organisations Non Gouvernementales (CCONG), l'organisme général des ONGs sur la problématique des sexes et orientées sur le développement en Zambie. □

Rapport de la SADC sur la réunion de révision Beijing + 10

La coordinatrice de la SADC sur la problématique des sexes, Christine Warioba, a présenté un rapport sur les progrès fait par la SADC 10 ans après le sanctionnement de la Plate-forme de Beijing pour Action.

Elle a souligné que les accomplissements clés comprennent:

- ♦ Rapport de la SADC sur la réunion de révision Beijing + 10
- ♦ L'adoption d'une Politique et Structure Institutionnelle pour l'Intégration de la problématique des sexes et un Plan d'action sur la problématique des sexes dans la SADC par le Conseil des Ministres en 1997.
- ♦ L'adoption, par les chefs d'Etats et de Gouvernement, de la Déclaration de la SADC sur la problématique des sexes et le Développement en 1997, et l'addendum sur la Prévention et l'Eradication de la Violence Contre les Femmes et les Enfants en 1998.
- ♦ L'intégration de la problématique des sexes dans les politiques, programmes, projets et activités des quatre conseils d'administration.
- ♦ Des programmes pour développer les compétences pour l'intégration de la problématique des sexes dans les politiques de la SADC, Programmes d'Action, projets et activités. La SADC a également mené une étude de vérification de la problématique des sexes du Programme d'Action de la SADC.
- ♦ Le positionnement de l'Unité sur la Problématique des sexes dans le Département de Planification stratégique, Problématique des sexes et Harmonisation de Politique, à laquelle tous les Conseils d'Administration rendent compte.
- ♦ La révision de la Structure Stratégique de la SADC sur le VIH et SIDA, et du Programme d'Action 2003 - 2007 en 2003 pour le rendre plus proactif sur la question des sexes.
- ♦ Le contrôle de la Déclaration de la SADC sur la Question des Sexes et le Développement et son Addendum à travers les rapports soumis par les états membres au Secrétariat.

Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans la Région de la SADC - 15 mai 2004

Ci-dessous se trouvent les textes substantiels de la Déclaration signée par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la SADC à Dar es Salaam

NOUS, Chefs d'Etat et de Gouvernement ...
Déclarons et nous engageons à:

Promouvoir l'agriculture en tant que pilier dans nos stratégies et programmes nationaux et régionaux de façon à atteindre nos objectifs à court, moyen et long terme, sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, et à garantir

A court terme (2004 – 2006):

1. Clause sur les contributions agricoles essentielles

- Etablir des mesures d'assistance domestique aux petits exploitants vulnérables pour garantir l'accès à des apports agricoles essentiels;
- Instituer des mesures pour une provision ponctuelle de semences de qualité aux fermiers vulnérables et parvenir à l'auto-suffisance régionale d'ici 2006;
- Encourager l'exploitation de dépôt de minéraux pour la production d'engrais et utiliser au maximum la capacité disponible pour fabriquer les engrais au sein de la région de la SADC de façon à satisfaire à la demande de la région de la SADC dans une période de 5 ans;
- Garantir un commerce équitable des engrais et autres produits agro-chimiques;
- Entreprendre de soutenir les services de labourage à travers la promotion de puissance de tirage, et la provision d'équipement de labourage approprié et de mécanisation abordable; encourager la recherche et le développement d'équipements et matériel agricoles abordables;
- Promouvoir les technologies d'économie de travail sensible à la problématique des sexes et améliorer l'infrastructure dans les zones rurales;

- Accélérer les initiatives de réforme de politique agraire, partager les expériences des meilleures pratiques, et assurer un accès équitable à la terre par les femmes.

2. Développement et transformation agro-industriel

- Encourager l'ajout de valeur aux produits agricoles primaires par la transformation, l'emmagasinage et l'emballage;
- Promouvoir les activités non-fermières agricoles génératrices de revenu; et
- Soutenir le développement d'entrepreneuriat dans les affaires agricoles et autres compétences pour renforcer la transformation agricole.

3. Vermine et maladies de récoltes et de cheptel

- Revitaliser les mesures nationales de contrôle de la vermine et des maladies migratoires;
- Renforcer les systèmes de surveillance et de contrôle, l'éradication et le partage d'information sur la vermine et les maladies transfrontalières des plantes et des animaux;
- Développer et mettre en place des stratégies et des programmes pour la prévention et le contrôle progressif afin d'éradiquer les maladies animales transfrontalières; et
- Développer des programmes compréhensifs nationaux pour le contrôle et l'éradication de la mouche tsé-tsé.

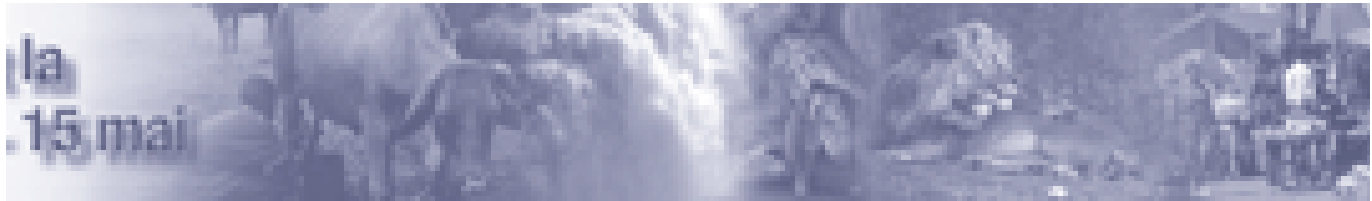
4. Production de récolte, cheptel et pêcheries

- Accroître la production de cultures résistantes à la sécheresse telle que le sorghum, le millet, la cassave et autres cultures ainsi que des produits agricoles résistants aux maladies;

- Etablir et développer les installations de conservation et d'emmagasinage appropriées aux niveaux des ménages, et national et régional;
- Accroître la production de stocks à cycle court, tels que la volaille, les petits ruminants et l'élevage de porc; et
- Accroître l'aquaculture et l'exploitation marinière, et améliorer la gestion de la réserve de poisson et la qualité de produit poissonnier par une manipulation de la récolte avant et après la transformation et l'emmagasinage, en accord avec le Protocole de la SADC sur les Pêcheries.

5. Gestion de l'eau et irrigation

- Considérer l'allocation d'une partie substantielle du budget agricole pour la gestion de l'eau et le développement de l'irrigation;
- Développer les programmes appropriés pour améliorer la mitigation d'inondation et sécheresse;
- Développer les technologies de collecte d'eau, le contrôle d'inondation, et les infrastructures stratégiques pour l'emmagasinage de l'eau;
- Développer et mettre en vigueur des politiques visant à attirer des investissements du secteur privé;
- Accélérer la mise en œuvre du développement des ressources hydrauliques transfrontalières, des politiques et programmes de gestion;
- Renforcer la capacité dans le domaine de l'irrigation; et
- Faciliter les transferts hydrauliques inter-bassin au sein de la structure du Protocole Révisé de la SADC sur les Cours d'Eau Communs.



Dans une période de moyen à long terme (2004-2010) assurer:

1. L'Usage Durable et la Gestion des ressources Naturelles

- Promouvoir la conservation, la gestion et l'utilisation durable de plantes et d'animaux, y compris les pêcheries, la sylviculture et la faune;
- Mettre en vigueur une politique et des réformes légales pour contrôler et réduire la récolte et l'exportation illégales de ressources naturelles; et
- Harmoniser et accélérer la mise en vigueur des politiques de gestion des ressources naturelles et accroître l'investissement dans la transformation de produits provenant de ressources naturelles.

2. Préparation au catastrophe

- Renforcer les systèmes nationaux de détection précoce;
- Renforcer les capacités de contrôle de vulnérabilité;
- Développer un Système Régional Intégré pour l'Information Agricole; et
- Considérer l'établissement d'une Facilité Régionale de Réserve Alimentaire.

3. Recherche, Technologie, Développement et Dissémination

- Renforcer la recherche et les services d'extension de façon à faciliter le développement et le transfert de technologies;
- Réorganiser les services d'extension par le recrutement, la formation continue et la rétention des agents d'extension et le développement des compétences de fermier; et
- Renforcer le développement de variétés de culture et d'espèces animales qui sont tolérantes à et produisent mieux dans les conditions physiques environnementales en prévalence.

4. Participation du secteur privé dans le Développement Agricole et Rural

Instituer les mécanismes de soutien visant à renforcer la participation du secteur privé dans le développement agricole et rural.

5. Accès au Marché

- Assurer qu'un pourcentage important des ressources budgétaires nationales soit alloué pour le développement d'infrastructures physiques rurales;
- Établir des mécanismes de stabilisation des prix pour protéger les petits producteurs et les consommateurs en accord avec les clauses de l'OMC sur l'assistance domestique pour l'agriculture;
- Renforcer les loi et disciplines gouvernant le commerce dans l'agriculture par la mise en vigueur du Protocole de la SADC sur le Commerce;
- Accélérer l'harmonisation et la mise en oeuvre de mesures sanitaires et phytosanitaire aux standards internationaux requis;
- Aider les organisations bénévoles de fermier et créer des opportunités pour qu'ils intègrent la chaîne de valeur ajoutée;
- Demander aux pays développés d'éliminer les subventions agricoles altérant le commerce; et
- Adopter des mesures pour accroître l'accès des produits agricoles dans les marchés des pays développés.

6. Financement et Investissement Agricoles

- Accroître progressivement les allocations budgétaires pour l'agriculture à au moins 10% du total des budgets nationaux tel que recommandé dans la Déclaration de l'Union Africaine sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire en Afrique, de juillet 2003;

- Accroître l'établissement et l'usage d'intermédiaire financier rural; et
- Examiner la possibilité d'établir un Fond/ Banque de Développement Agricole.

7. Développement de la Formation et des Ressources Humaines

renforcer la capacité des professionnels et des fermiers dans la région en mettant l'emphase sur les programmes et bourses d'échanges agricoles, pour les diverses spécialisations.

8. Parité des Sexes

renforcer l'intégration des sexes, en particulier, en éliminant des lois discriminatoires qui obstruent l'accès aux finances, à la terre et autres contributions essentielles à l'agriculture.

9. Renforcer la Santé Humaine et la Mitigation du VIH et SIDA et autres maladies chroniques

- Intégrer les politiques et programmes pour promouvoir la santé humaine, combattre le VIH et SIDA dans le domaine agricole et renforcer le développements des ressources naturelles; et
- Promouvoir la recherche, la production et l'utilisation d'aliments non traditionnels qui renforcent le système immunitaire.

Mise en oeuvre et Contrôle

Pour parvenir aux résultats attendus, instruire le Comité Intégré des Ministres de la SADC d'initier la mise en vigueur du Plan d'Action adopté pendant ce Sommet Extraordinaire et par conséquent de contrôler les progrès.

ENTREPRENDRE de réviser les progrès sur la mise en oeuvre de cette Déclaration à la fin de périodes biennuelles (2 ans) à partir de la date de la signature. □

La division digitale freine la lutte contre la pauvreté

par Amos Chanda

Les experts en Technologie de l'Information ont exhorté les pays de la SADC à combler la division digitale dans la région et à placer les Technologies de la Communication de l'Information (TCIs) au centre des programmes de lutte contre la pauvreté et les maladies.

«...les TCIs devraient être considérées en tant qu'instruments pour atteindre certains des services fondamentaux par exemple qui sont requis par la majorité pauvre en Afrique», expliquent les experts de cinq états de la SADC rassemblés à Lusaka, Zambie en avril.

Les participants du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe ont remarqué que les pays de la SADC sont en retard en ce qui concerne la mise en vigueur de politique et sont également affectés par une énorme division digitale.

Les experts TCIs disent que les instruments de communication devraient être la force directrice pour la dissémination de l'information sur des maladies telles que le VIH et SIDA, pour combattre la pauvreté et informer la politique publique sur les mesures qui étayent les processus de développement économique dans la région.

Les experts ont attiré l'attention sur le Plan Régional Indicateur pour le Développement Stratégique (PRIDS), adopté en tant que schéma directeur pour le développement, ainsi que des initiatives continentales et globales telles que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODMs), tous présupposant un environnement favorable.

Organisé par One World Africa, l'atelier a souligné que la mise en vigueur de politique est vitale. «Un certain nombre de nations dans la région de la SADC sont pour, en ce qui concerne la mise en vigueur de politique TCIs», explique Fackson Banda, directeur de l'institut PANOS pour l'Afrique Australe.

L'Afrique du Sud possède l'accessibilité la plus avancée en TCIs, surpassant de loin les 13 autres membres de la SADC. Les experts recommandent la réduction de cette division digitale au sein de la SADC pour exploiter le développement dans la région.

Une accessibilité accrue des TCIs en Afrique Australe est considérée comme une étape vers la création d'une société bien informée capable de réagir promptement aux problèmes de développement.

D'autres zones à problèmes dans l'élaboration de politique dans les pays en voie de développement comprennent la zone opérationnelle telle que le manque d'efficacité technique des centrales électriques, la qualité médiocre du réseau électrique et l'inaccessibilité des chaînes de transmission telles que les satellites.

L'atelier note que les groupes de société civile travaillant avec les TCIs en Afrique Australe n'ont pas réussi à former des associations de façon à s'exprimer d'une seule voix sur la mise en vigueur de politique.

Un interface précis existe donc entre le manque de TCIs et les niveaux élevés de la pauvreté dans la SADC parce que les indigents continuent à avoir un accès limité aux instruments pouvant les aider à s'engager dans leur société.

«Il n'est donc pas surprenant que la plupart des initiatives TCIs de formulation de politique soient fortement liées à l'accomplissement des ODMs explique Banda.

On note que les pays de la SADC, comme beaucoup d'autres dans le monde en voie de développement, ont été amenés à réaliser que les politiques traditionnelles

de télécommunications ont besoin d'être développées pour les aligner à l'environnement en émergence des nouveaux média.

Les nouveaux média incluent entre autre la téléphonie mobile, l'Internet, la convergence entre les communications, la transformation d'information informatique et la diffusion.

Mais Banda avertit que les TCIs devraient être surtout utilisées en tant que moyens par la majorité pauvre pour améliorer l'accès au marché de l'information, soins médicaux, éducation et autres services sociaux.

«Les TCIs doivent donc être maîtrisés pour servir les besoins les plus fondamentaux des communautés. Il ne faut pas permettre aux TCIs de mener le développement, mais plutôt que les besoins des communautés mènent à l'adoption des technologies», dit-il.

Les experts ont remarqué que les gouvernements et les groupes de société civile ont été confrontés à des difficultés en unissant leurs efforts TCIs pour aider les groupes vulnérables dans les communautés à travers la SADC. □

Les élections du Malawi introduisent de nouveaux visages

Les élections parlementaires et présidentielles de 2004 au Malawi tenues le 20 mai ont introduit quelques nouveaux visages, le principal étant l'élection à la présidence de l'économiste Bingu wa Mutharika, une augmentation considérable de la représentation féminine et le début de la fin des votes selon les lignées ethniques.

L'histoire politique de Mutharika est succincte et ce n'est que récemment que les cercles locaux y ont accordé une attention sérieuse.

Ceci a changé lorsque président Bakili Muluzi a annoncé qu'il préparait la voie pour que l'ancien chef de la COMESA prenne le flambeau de la présidence après les élections de 2004. Une situation qui a provoqué de la surprise, étant donné la présence de nombreux politiciens et économistes établis dans le pays.

Président Muluzi a attiré Mutharika dans le comité exécutif central de son Front Démocratique Uni (UDF) – parti au pouvoir en tant que candidat aux élections présidentielles, en tête du Vice-Président Justin Malewezi.

Mutharika l'a emporté sur des candidats comme John Tembo du Parti du Congrès du Malawi (MCP), Gwanda

Chakuamba de la coalition Mgwirizano des sept partis, Brown Mpinganjira de l'Alliance Démocratique Nationale (NDA) et Lalewezi en tant qu'Indépendent.

Selon des résultats publiés, Mutharika a remporté 1 119 738 votes; Tembo 846 457; Chakuamba 802 386; Mpinganjira 272 172 votes tandis que Malewezi a glané 78 892 votes.

Les derniers chiffres de l'Assemblée Nationale du Malawi révèlent la composition suivante: MCP, 60 sièges; UDF, 49 sièges (contre 91 en 1999). Candidats indépendants un bon nombre desquels sont des femmes, ont réuni 38 sièges. Le Parti Républicain (RP) vieux de six mois de Chakuamba a gagné 16 sièges tandis que l'Alliance pour la Démocratie (Aford), partenaire de l'UDF est seulement parvenue à gagner 6 sièges contre les 30 des dernières élections. Les petits partis y compris la NDA, ont partagé le reste des sièges, sur un total de 193 sièges.

Le nombre de femmes au parlement a presque doublé. Durant la dernière Assemblée Nationale, il y avait 17 parlementaires femmes, représentant 8,8 pour cents sur les 193 sièges de la chambre du Parlement. Il y a désormais 28 femmes MPs, représentant 14 pour cents. □

Nécessité d'équilibrer le traitement ARV avec une alimentation appropriée

par Jabulani Sithole et Chipu Muvezwa

Les pays de l'Afrique Australe ont été exhortés à s'assurer que les interventions VIH et SIDA incorporent l'accès au traitement, la nutrition et la problématique des sexes, au delà des soins à assise communautaire et la prévention.

Le discours et les stratégies qui traitent du VIH et SIDA ont changé de la prévention à la distribution de préservatifs, la sensibilisation générale, l'information, l'éducation et les stratégies de communication pour inclure les questions de l'accès au traitement à travers la thérapie antirétrovirale (ARV) et l'accès aux aliments appropriés. Le focus inclut maintenant le traitement des infections opportunistes et des symptômes d'affections sévères tout en fournissant une bonne alimentation.

Une conférence du Mouvement Panafricain pour l'Accès au Traitement (PATAM) tenue à Harare, Zimbabwe en mars explore les stratégies régionales pour augmenter l'accès au traitement de thérapie ARV et autres remèdes essentiels pour le traitement des infections opportunistes.

La conférence a remarqué que dans tout pays donné entre 10 et 20 pour cents des personnes séropositives et en phase de SIDA (PLWAs) ont besoin d'être enrôlées dans un programme ARV. Cependant, les retards dans le contrôle de programme de thérapie ARV ont été cités comme une difficulté majeure au traitement des personnes infectées.

Les pays de la SADC réaffirment leur engagement à combattre la pandémie lorsqu'ils ont signé la Déclaration de Naseru sur le VIH et SIDA qui propose une approche multisectorielle implique le partenariat avec tous les dépositaires sur lesquels compter dans cette situation.

Une infrastructure telle que des laboratoires et des services de consultations pour les programmes de contrôle pose une difficulté majeure dans de nombreux pays. René Loewenson du Zimbabwe, dont l'organisation est membre d'un réseau régional pour l'Équité dans la Santé en Afrique Australe (EQUINET), remarque le besoin pour la région d'améliorer ses services de santé et de garantir l'existence d'un activisme de santé pour soutenir les programmes de contrôle.

Conjointement au besoin d'augmenter l'accès au traitement, existent des systèmes pour réaliser l'accessibilité au traitement et renforcer les systèmes de santé plus étendus, par la considération de rendre durable l'accessibilité au traitement, "explique Loewenson.

Pour les pays qui ont commencé les plans de contrôle tels que le Botswana, il y a eu une amélioration dans les existences de beaucoup, bien que les difficultés existent encore.

D'une population de 1,7 million, le Botswana compte 16 000 adultes et 1 500 enfants sur traitement antirétroviral. Quatre vingt cinq pour cents des malades ont une santé et productivité améliorées tandis que 90 pour cents de ceux suivant un traitement depuis au moins 18 mois ont adhéré au traitement.

Les programmes de contrôle ARV ont également été lancés au Malawi, en Afrique du Sud et au Zimbabwe.

L'absence d'alphabétisation sur le programme et de dissémination inadéquate de matériel disponible est un obstacle pour que les PLWA s'engagent et adhèrent aux régimes de traitement disponible. Les personnes ont besoin de savoir où accéder au traitement, les conditions préalables d'usage et ses effets secondaires.

Un ouvrage récemment publié "Positive Living: Food and Us" (Existence Positive: La Nourriture et Nous) a une approche plus pratique à la pandémie du VIH et SIDA étant donné que la majorité des nations africaines n'ont pas les moyens d'acquérir les remèdes ARV d'où une distribution limitée.

L'ouvrage recommande une nutrition saine qui fortifie l'organisme et le système immunitaire et vise à aider les personnes à éviter les maladies et conditions qui sont devenues communes. En tête de liste figure le VIH et SIDA suivi par le diabète, l'hypertension, les problèmes cardiaques; les caries et un nombre croissant de types de cancer.

Le livre indique que l'utilisation de sols appauvris, les mauvaises pratiques agricoles telles que la monoculture, et l'utilisation

d'engrais et pesticides artificiels produisent des aliments pauvres en éléments nutritifs.

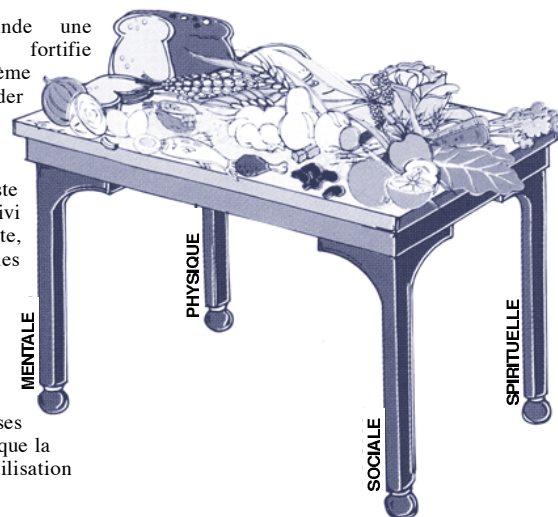
Les aliments africains traditionnels selon le livre sont nutritifs mais les africains ont adopté les aliments les plus dangereux durant ces 50 dernières années, copiant ainsi l'alimentation occidentale.

Il existe des suggestions pour la prise quotidienne d'un énérgisant immunitaire à base d'herbes surtout pour les séropositifs; et des débats comme quoi les préparations herbales sont moins onéreuses que les antirétroviraux (ARV) et n'ont pas d'effets secondaires négatifs. Pris avec une bonne alimentation et des suppléments de vitamines, il aidera à maintenir et améliorer la santé.

Cependant, les personnes sont averties que malgré les efforts pour stabiliser leur santé, elles tomberont quelquefois malades et auront besoin de soins médicaux qui sont inabordable et quelquefois inaccessibles. Alternativement, les guérisseurs peuvent fournir des herbes efficaces qui peuvent aider à contrôler les symptômes du SIDA et autres maladies.

L'auteur, Lynde Francis, du "Centre of Zimbabwe", indique, "J'ai vu des personnes séropositives guérir des symptômes du VIH et SIDA. Elles sont devenues productives dans leurs communautés et sont capables de continuer à élever leurs enfants."

Francis est séropositif depuis son diagnostic en 1986 et partage son approche pour guider les séropositifs à rester robustes et sains. □



Les stratégies de l'Afrique pour la préservation de la faune sont impressionnantes, déclare l'annuaire GEO

par Leonissah Munjoma

Le record de préservation de la faune en Afrique est impressionnant malgré les difficultés du continent découlant d'une pauvreté extrême, d'un approvisionnement en eau difficile et rare, et de la dégradation du sol.

L'Annuaire 2003 sur la Perspective Environnementale Globale (Annuaire GEO 2003), explique que le continent s'est surpassé dans le domaine de préservation de la faune avec un nombre accru de zones protégées établies aux niveaux national et régional. Le continent a également démontré son engagement à plusieurs accords internationaux.

L'Afrique a été identifiée comme l'une des régions faisant de sérieux efforts pour adresser la dégradation environnementale. Certaines des difficultés principales remarquées pendant l'année 2003 incluent la pauvreté, les conflits armés, les problèmes de l'eau et la famine.



“Ces changements négatifs, cependant, ont été tempérés par le record impressionnant de préservation de la faune en Afrique, y compris un réseau bien établi des zones protégées et l'engagement de la région aux accords environnementaux multilatéraux,” poursuit l'Annuaire GEO 2003.

L'Annuaire GEO 2003 est le premier des séries annuelles des rapports du Programme de l'ONU sur l'Environnement (UNEP). La décision d'avoir des rapports GEO annuels a été prise l'année dernière, lors de la 22^{ème} session du Conseil de Gouvernement de l'ONU/ Forum Ministériel sur l'Environnement Global.

“L'engagement de l'Afrique pour la préservation de la biodiversité a été renforcé par la Mise en Vigueur de la Loi sur la Forêt en Afrique et la Déclaration sur la Gouvernance Ministérielle d'octobre

2003, qui reconnaît que la biodiversité des écosystèmes de la forêt africaine est essentielle à l'existence des peuples africains, “explique l'annuaire.

Il y a quelque temps, l'Afrique faisait la une pour les abus supposés sur la faune. En 1989, la communauté internationale, au moyen de la Convention sur le Commerce International des Espèces en Voie d'Extinction (CITES) a banni la vente de l'ivoire en raison de l'inquiétude croissante sur le sort de la population éléphantine.

Pendant l'année de révision, l'annuaire note que les problèmes de l'eau étaient une priorité en Afrique. Les gouvernements de la région et leurs partenaires, ont participé à plusieurs événements sur la question, y compris la Mise en Oeuvre Panafricaine et la Conférence de Partenariat sur l'Eau, réunie en décembre 2003 à Addis Ababa. L'un des ses objectifs était d'explorer des moyens d'atteindre les cibles internationalement approuvés sur l'eau et la santé publique.

Les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) stipulent que le monde devrait réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à de l'eau propre et à la santé publique d'ici l'année 2015.

Pour que l'Afrique atteigne ce but, il faut garantir un accès amélioré à l'eau saine pour une population de 405 millions de personnes et améliorer la santé publique pour 247 millions.

Compilé avec l'assistance des centres collaborateurs de divers parties du monde, le rapport contient quatre sections. La première section fournit une vue d'ensemble des questions environnementales majeures au niveau global et régional et les développements qui ont façonné les décisions et actions politiques durant l'année.

Ceci est suivi par un sujet focus sur l'eau douce et son rôle critique dans la réalisation de plusieurs buts et cibles de développements

internationalement approuvés. Le rapport note que l'eau est essentielle à la réduction de la pauvreté, la consommation, la production, la santé publique, les habitations et la biodiversité. Il souligne également l'importance d'eaux transfrontalières en termes de gouvernance et durabilité.

L'Afrique Australe partage 15 bassins riverains et cela rend la question du partage des ressources en eau douce encore plus cruciale pour garantir une gestion compréhensive de ressource.

La troisième section souligne les difficultés émergentes - de nouveaux résultats présentant les progrès scientifiques effectués en 2003 pouvant aider la société à reconnaître et mieux comprendre les questions environnementales émergentes pour assister les décideurs dans la formulation de réponses adéquates. Deux nouveaux résultats majeurs ont été soulignés, le cycle de l'azote et l'abus de pêche marine.

Les recherches scientifiques en 2003 ont trouvé que l'activité humaine “altère radicalement le cycle mondial de l'azote à travers la production d'aliment et d'énergie.” Sans être trop spécifique sur les régions, le rapport note que certaines régions sont négativement affectées tandis que l'impact dans d'autres parties du monde est positive.

“Les problèmes liés à l'azote existent partout dans le monde mais la nature du problème varie. Il y a trop d'azote dans certaines régions, tandis que d'autres en ont trop peu pour satisfaire aux besoins humains,” explique l'annuaire.

Sur l'abus de pêche, le rapport informe que les trois-quarts des réserves mondiales de pêches sont surexploitées, menaçant ainsi les ressources disponibles pour les générations futures.

La dernière section fournit des indicateurs GEO soulignant certains des problèmes et tendances environnementaux cruciaux au niveau global et régional qui ont été identifiés dans les rapports GEO.

Le Centre de Ressource Musokotwane pour l'Environnement en Afrique Australe (IMERCSA) du Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) était le partenaire collaborateur dans la compilation du contenu africain de l'annuaire GEO 2003.

Le défi en suspens est la dissémination du rapport surtout en Afrique. Cela assisterait dans la publication des résultats et fournirait également les meilleures pratiques aux dépositaires de la région. □

Les premiers Jeux de la SADC – Moins de 20 ans/ Zone Six

par Bayano Valy

Bien que ses athlètes se soient médiocrement illustrés pour un pays d'accueil, le Mozambique peut être satisfait de son organisation des premiers Jeux de la SADC pour les moins de 20 ans/ Zone Six, accueillie avec un certain succès.

Les athlètes mozambicains ont pris la quatrième place sur un total de 10 nations de la SADC qui ont participé aux jeux entre le 24 avril et le 2 mai dans la capitale de Maputo. Environ 1 100 jeunes de la région étaient en compétition pour défendre leurs couleurs nationales.

Cependant, selon les organisateurs, contrairement aux autres événements sportifs importants où gagner la première place est l'objectif principal, le but des jeux de la SADC était d'encourager l'unité régionale – probablement le fait que le Mozambique occupe la présidence de l'Union Africaine n'a pas été perdu.

Ainsi, il était normal que bien que ce soit un événement régional, les jeux aient été inaugurés lors d'une superbe cérémonie par le Président du Mozambique, président en exercice de l'Union Africaine, Joaquim Chissano, accompagné de l'ancienne première dame, Graça Machel, du Secrétaire Général de la SADC Prega Ramsamy, et divers Ministres des sports de la région.

Mis à part les quelques difficultés du début, lorsque les jeux ont été lancés, les choses se sont progressivement arrangées. L'une des préoccupations était la sécurité, mais aucun athlète ou délégation n'a émis de plainte, et le protocole a semblé également synchronisé pour assister les états membres participants.

Ceci également à l'honneur des athlètes et délégations qui se sont admirablement comportés.

Puisque les participants étaient des jeunes dans la catégorie d'âge vulnérable au VIH et SIDA, les organisateurs se sont assurés que du temps libre soit alloué pendant l'emploi du temps chargé des adolescents à des discussions et échanges d'opinions. Graça Machel a donné le coup d'envoi et les a exhorté à être plus actifs dans la lutte contre la pandémie.

Pour montrer que les jeux étaient compréhensifs, les organisateurs se sont assurés que les pays participants emmènent avec eux des athlètes handicapés, ce qui a ajouté une autre dimension aux jeux.

Les pays représentants comptaient: l'Angola, le Botswana, le Lesotho, l'Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Les compétitions principales comprenaient l'athlétisme, le

football, le netball, la boxe et le basketball.

Peut-être qu'en vertu de son statut de voisin et de sa capacité légendaire à organiser de grands événements, l'Afrique du Sud a aidé à alléger le fardeau qui semblait un peu trop lourd pour un seul pays.

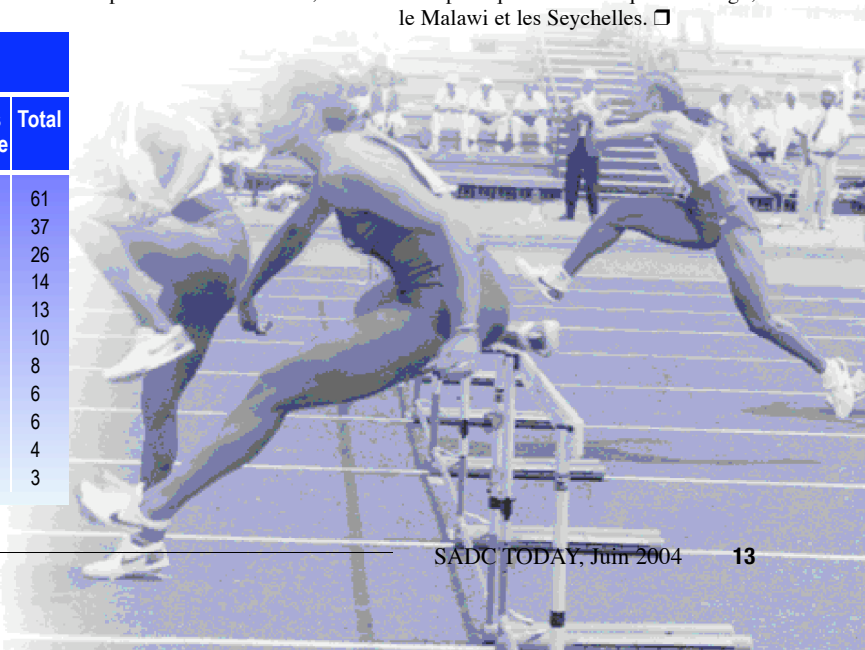
Au jour de clôture, une soudaine averse a tenté de décourager l'esprit des athlètes, mais tout s'est bien terminé. Après quelques consultations entre le ministre des sports du Mozambique, Joel Libombo, et les chefs de délégations, il a été décidé que le lieu soit transféré d'une marina donnant vue sur la mer pour un lieu fermé où la cérémonie de clôture présidée par le Premier Ministre, Luisa Diogo, a eu lieu.

Le Mozambique a été applaudi dans la région pour sa démonstration de courage dans l'organisation de l'évènement après que d'autres pays aient refusé le Conseil Suprême des Sports en Afrique (CSSA), branche responsable de l'exécution de toutes les activités sportives de la SADC en accord avec le Protocole de l'organisme sur la Culture, l'Information et le Sport.

Il est à espérer que l'exemple du Mozambique sera suivi par la Namibie qui organisera les jeux en 2006. Les absents à cet événement régional étaient la République Démocratique du Congo, le Malawi et les Seychelles. □

Tableau des Médailles

Pays	Médailles d'Or	Médailles d'Argent	Médailles de Bronze	Total
Afrique du Sud	26	19	16	61
Zimbabwe	9	11	17	37
Namibie	11	7	8	26
Mozambique	2	4	8	14
Botswana	5	4	4	13
Zambie	1	6	3	10
Ile Maurice	4	1	3	8
Tanzanie	3	3	0	6
Angola	2	3	1	6
Lesotho	0	2	2	4
Swaziland	1	0	2	3



La Tanzanie obtient un crédit d'Association Internationale pour le Développement

La Banque Mondiale a approuvé un crédit d'Association Internationale pour le Développement (AID) de USD122 millions pour soutenir la modernisation d'artères routières stratégiques dans le pays continental en Tanzanie et à Zanzibar, et améliorer les opérations de la Corporation des Chemins de Fer de la Tanzanie (TRC).

Parmi les routes à moderniser il y a la section des 110 kilomètres de Singida-Shelui du Corridor de Transport Central et les trois artères routières de Zanzibar.

Le début des constructions est prévu pour le dernier trimestre de l'année pour la route de Singida-Shelui et pour le premier trimestre de 2005 pour les routes de Zanzibar. Le Burundi, la République Démocratique du Congo

(RDC), le Rwanda et l'Ouganda en seront également bénéficiaires, par un commerce accru avec les pays voisins.

La modernisation des trois artères routières de Zanzibar soutient le développement des industries touristiques, agricoles et les pêcheries de Zanzibar, et aidera à stimuler le développement social en rendant les services plus accessibles à la population locale. (*The Herald*) □

La Zambie bénéficie du passage à travers la Namibie

La Namibie est en passe de devenir un portail de la SADC vers l'Europe et les Amériques pour ses voisins enclavés par le biais du pont Sesheke qui a suscité un intérêt en Zambie.

Le Groupe du Corridor de la Baie de Walvis (GCBW) déclare que l'infrastructure est en excellente condition et que le pont fournira la toute première connexion directe de pays à pays entre la Namibie et la Zambie, améliorant ainsi l'utilisation du corridor.

En ce moment, la Zambie utilise Dar es Salaam et Durban pour ses activités d'exportation, ce qui est éloigné de Lusaka ainsi que de la Région du

Cuivre. Par le corridor la Zambie a l'opportunité d'une route alternative pour le pays dont il est le principal partenaire commercial.

La Zambie a enregistré un accroissement de ses activités minières et aura besoin d'une route en direction de l'Ouest pour ses produits agricoles tels que le coton, le tabac, le sucre et le café.

Les responsables du transport zambiens se sont engagés à établir un comité de gestion (Comité Walvis Basy-Ndola – Lumbumbashi) à travailler vers la simplification et l'harmonisation des règlements de transport trans-frontalier. (*New Era*) □

Madagascar projette de se joindre à la SADC

Madagascar, île de l'Océan Indien a posé une demande d'adhésion à la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC).

La démarche survient à une époque où une autre île de l'Océan Indien, les Seychelles quitteront l'organisation de 14 membres en juillet et où le processus d'admission de nouveaux membres a été renforcé.

Le 20 mai, lors d'une conférence de presse à Gaborone, le Secrétaire Général de la SADC, Prega Ramsamy a déclaré que Madagascar serait évalué pour déterminer son éligibilité en tant que futur membre.

Le Secrétaire Général a informé l'assemblée que la structure de contributions des adhérents a changé en passant d'un paiement égal à celui basé sur le Produit Intérieur Brut (PIB).

Les nouveaux membres sont supposés partager les aspirations de la SADC concernant la convergence macro-économique, la bonne gouvernance, l'engagement aux décisions convenues et l'exécution de leurs responsabilités.

Par conséquent, les membres contribuent entre cinq et vingt pour cent de leur PIB.

Ancien royaume indépendant, Madagascar est devenu une colonie française en 1886, mais a recouvert son indépendance en 1960.

Gouvernée par le Président Marc Ravalomanana depuis le 6 mai 2002, l'île est située à l'est du Mozambique. (*BOPA*) □

Une délégation de la SADC se réunit pour discuter du trafic de stupéfiants

Une réunion de la SADC pour discuter de la consommation et du trafic de stupéfiants au sein de la région a eu lieu en mai à Luanda.

Le but de la réunion était de faciliter le débat autour de mise en vigueur de politiques visant à mettre fin au trafic de drogue dans la communauté. La réunion a rassemblé des experts de l'Angola, Mozambique, Afrique du Sud et Zambie.

Les débats d'investigations ont pris place dans la structure d'un projet SADC, et la délégation travaillera avec les Ministres de la Santé et de la Justice vers la mise en place d'un système de contrôle de consommation de narcotique.

Le groupe s'est réuni régulièrement pour analyser l'information sur la consommation et le trafic de narcotiques dans les pays de la SADC. La prochaine réunion est prévue à Johannesburg, en Juin. (*ANGOP*) □

Rétrospective pour mieux aller de l'avant: Stratégies africaines de développement

Cet ouvrage réfléchit sur les expériences précédentes de l'Afrique avec des paradigmes alternatifs à l'ajustement structurel et explore leur mise en oeuvre au 21^{ème} siècle.

L'intention déclarée est d'apprendre du passé de manière à indiquer les directions de nouvelle politique viable pour l'avenir, y compris d'évaluer de façon critique les perspectives d'un Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en jugeant les difficultés impliquées."

Le livre étudie de façon critique les problèmes au sens large tels les influences externes sur la gouvernance commune, le développement dans le contexte de la globalisation, et la voie africaine vers un développement social durable. Il étudie également certains problèmes spécifiques tels que le rôle des femmes dans l'élaboration de politique et les obstacles à leur participation, l'eau et l'hygiène publique, la pauvreté, le VIH et SIDA.

Cette série d'essais par les érudits principalement originaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est porte sur la mobilisation de la mise en oeuvre de paradigmes alternatifs indigènes, gouvernance et développement, obstacles à la gouvernance et au développement, et régionalisme et développement.

L'analyse d'introduction nommée "Quarante années d'illusions de développement" par Professeur Mbaya Kankwenda, explique que les trois principes guides pour le développement africain devraient être: l'internalisation de la base d'accumulation; l'élargissement de la base sociale de développement; et la paix et la stabilité politique.

Il explique que ceux-ci devraient constituer la base de trois principaux objectifs de développement sur le continent notamment pendant le 21^{ème} siècle: le renforcement de la paix et la stabilité politique et sociale; une croissance économique soutenue, endogène et équitable; et l'amélioration du bien-être social et la fin de la pauvreté humaine.

Certaines des difficultés identifiées sont: le contrôle de la croissance démographique, la bonne gouvernance et la démocratisation dans l'idiôme de développement de la socialisation

plutôt que l'ajustement structurel; le développement d'une tradition africaine d'excellence en science et technologie; et la gestion réussie des ressources environnementales.

Dans un Epilogue sur le NEPAD, l'ouvrage pose la question, est ce "une Vision, un Programme ou une Stratégie"? et si il est créé autour des mêmes principes fondamentaux que le Plan d'Action de Lagos (1980). Le livre conclut par une analyse critique de ces chances de succès.

La conclusion insiste sur l'auto-dépendance collective et explique qu'il faudrait accorder la plus haute priorité au développement industriel et à l'industrie de fabrication par l'urgente nécessité d'intégrer les structures de production de l'Afrique et ses marchés.

L'ouvrage conclut également qu'il devrait y avoir plus de lien entre les cinq zones prioritaires du NEPAD dans les secteurs de production (infrastructure, énergie, éducation, santé et agriculture), et que le plan devrait plus se préoccuper de la création de richesse sur une base durable plutôt que d'attirer des investissements étrangers.

L'occasion de ces écrits est de rendre hommage à l'un des économistes les plus éminents d'Afrique, Professeur Adebayo Adedeji, lors de son 70^{ème} anniversaire. Ancien Secrétaire Général pour la Commission Economique sur l'Afrique et Secrétaire adjoint de l'ONU ainsi qu'érudit et auteur distingué. Adedeji est mieux connu pour son travail de pionnier dans le développement de la Structure Alternative Africaine à l'Ajustement Structurel.

Le livre est également devenu un commémoration des travaux de feu Professeur Bade Onimode de l'Université d'Ibadan au Nigéria, un auteur de marque sur les questions africaines de développement économique, décédé avant la publication de ce livre. □

Stratégies Africaines de Développement et Gouvernance au 21^{ème} siècle: Essais en l'honneur d'Adebayo Adedeji à soixante dix ans, par Bade Onimode et al, publié par ZED Press en collaboration avec le Centre Africain pour le Développement et les Etudes Stratégiques (ACDESS), 2004.

Publications et acquisitions récentes

African and International Trade: A primer for Cancun and beyond
(*Le commerce Africain et International: Une Première pour Cancun et au delà*)
Publié par Gruzud, Steven . - 2003
Disponible à: l'Institut Sud-Africain pour les Affaires Internationales, NEPAD et le Projet de Gouvernance.
E-mail: gruzd@saia.wits.ac.za
Site web: <http://www.wits.ac.za>

African prospects on paragraph 6 of the declaration on the TRIPS Agreement and Public Health.
(*Perspective africaine sur le paragraphe 6 de l'Accord du TRIPS et de la Santé Publique*) - 2003
Disponible au: Projet COMESA pour un Réseau de Recherche sur l'Intégration Régionale
Email: info@comesa.int
Site web: <http://www.comesa.int>

COMESA/SADC Regional workshop for trade negotiators on the Doha development agenda report. - 2003
(*Atelier régional COMESA/ SADC pour les négociateurs commerciaux sur le rapport du programme de développement de Doha*)
Disponible au: Projet COMESA pour un Réseau de Recherche sur l'Intégration Régionale
Email: info@comesa.int
Site web: <http://www.comesa.int>

Election Update South Africa 2004.
(*Mise à jour sur les élections - Afrique du Sud 2004*)
L'Institut Electoral de l'Afrique Australe
Disponible à: L'Atrium - 2nd Floor.
41 Stanley Ave. Auckland Park
P.O Box 740 Auckland Park 2006. South Africa
E-mail: info@eisa.org.za
Site web: <http://www.eisa.org.za>

Smoke and Mirrors? Sub-Saharan Africa's Negotiating Position in the Doha Development Agenda through the Prism of Special and Differential Treatment.
(*Fumée et Mirroirs? Position de négociation de l'Afrique Sub-Saharienne dans le Programme de Développement de Doha par le biais du Prisme de Traitement Spécial et Différentiel*)
Draper, Peter et Khumalo, Mnkululeto. - 2003.
Disponible à: l'Université de Witwatersrand, Johannesburg
PO Box 31596 Braamfontein, 2017
E-mail: saiiagen@global.co.za
Site web: <http://www.wits.ac.za>

The World Health Report 2003: Shaping the Future - 2003
(*Rapport Mondial 2003 de la Santé: Déterminer le Future - 2003*)
Disponible au: Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique, Parirenyatwa Hospital
PO Box BE 773
Harare, Zimbabwe
E-mail: reafr@whoafr.org
Site web: www.paho.org

Calendrier de la SADC

2004		Evènement	Lieu
Juin	2-4	Forum mondial économique – Sommet économique Africain	Mozambique
	5	Journée Mondiale de l'Environnement	Tous les états membres
	7-11	Atelier de la SADC sur la rédaction de modules de formation sur la gestion du risque	Zimbabwe
	14	Comité d'organisation SADC – UE	Belgique
	14-18	Commission Intégrée des Ministres - SADC	Botswana
	21- 24	Comité régional d'adjudication sur les Prix SADC des Médias	Botswana
	21 – 27	Foire Commerciale des Femmes d'Affaire de la SADC	Botswana
	23-24	Sommet Africain Caribéen Pacifique (ACP)	Mozambique
	28 –29	Ateliers SADC pour le partage de l'Information des praticiens des médias	Lesotho
	29-30	8ième PRC de l'Union Africaine	Ethiopie
Juillet	2-4	5ième Conseil Exécutive de l'Union Africaine	Ethiopie
	5-16	Session de Formation Régionale pour les responsable de Douanes	Ile Maurice
	6-8	3ième Session Ordinaire du Sommet de l'Union Africaine	Ethiopie
	8	Forum sur le Commerce entre l'Union Européenne et la SADC	Namibie
	13	Lancement du ZAMCOM	Botswana
	20 –23	Réseau des Représentants SADC pour l'Education Environnementale	Angola
Août	8-7	Sommet Ordinaire 2004 de la SADC	Ile Maurice
	17	Journée de la SADC	Tous les états membres

Liste de contrôle des Devises

Pays	Devises	(US\$1)
Angola	Kwanza (100 lwei)	81.78
Botswana	Pula (100 thebe)	5.11
RDC	Franc Congolais	400.00
Lesotho	Maloti (100 lisente)	7.05
Malawi	Kwacha (100 tambala)	109.00
Ile Maurice	Roupie (100 cents)	27.50
Mozambique	Metical (100 centavos)	23 600.00
Namibie	Dollar (100 cents)	7.07
Les Seychelles	Roupie (100 cents)	5.18
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	7.08
Swaziland	Lilangeni (100 cents)	7.10
Tanzanie	Shilling (100 cents)	1 107.00
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	4 750.00
Zimbabwe	Dollar (100 cents)	5 328.00

10 Mai 2004

Jours fériés dans la SADC pour la période Juin – Juillet 2004

1 juin	Journée Internationale de l'Enfants	Angola
5 juin	Journée de la Libération	les Seychelles
14 juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée Nationale	les Seychelles
19 juin	Corpus Christi	les Seychelles
24 juin	Journées des pêcheurs	RDC
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
29 juin	Indépendance	les Seychelles
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1er juillet	Journée Sir Seretse Khama	Botswana
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 juillet	Journée Saba Saba	Tanzanie
7 juillet	Journée des Héros	Zambie
8 juillet	Journée de l'Union	Zambie
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
19 juillet	Journée du Président	Botswana
20 juillet	Jour férié	Botswana
22 juillet	Jour férié	Swaziland
1er août	Journée des Parents	RDC
4 août	Journée des Fermiers	Zambie
8 août	Journée des Paysans	Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
11 août	Journée des Héros	Zimbabwe
12 août	Journée Nationale des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	Assomption	les Seychelles
26 août	Journée des Héros	Namibie